

LA VÉRITÉ

No. 1. — Avril 1941.

Adresser toute la correspondance pour la rédaction et l'administration à :
Dale Edwards, P. O. Box 173, Station D, New York.

LA FRANCE SOUS HITLER ET PETAIN

Manifeste de la Quatrième Internationale adopté par le Comité Exécutif en novembre 1940

La Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste, s'est adressée aux travailleurs en mal dernier avec un manifeste où elle exposait les causes de la guerre et indiquait les tâches de la classe ouvrière en face de la catastrophe.

Depuis lors est survenu l'effondrement militaire de la France et la bourgeoisie française a abandonné le camp des „démocraties“ pour collaborer avec Hitler à la „reconstruction“ de l'Europe. En face de ces événements, la Quatrième Internationale peut dire avec confiance que les faits ont confirmé son analyse de la présente guerre impérialiste, ont justifié sa critique des chefs traîtres à la classe ouvrière, ont donné une nouvelle force à notre programme de révolution socialiste.

LES CAUSES DE LA DEFAITE FRANÇAISE

L'effondrement militaire de la France n'est pas un accident „technique“, mais l'expression la plus claire du déclin de la démocratie bourgeoise en France. Toute la stratégie de l'Etat-major français était faite de passivité et d'attente. Son plan de guerre était de gagner du temps (en réalité, en perdre), plein de confiance aveugle derrière la ligne Maginot, gigantesque projection du système des tranchées de 1914-1918.

Sur le terrain diplomatique la politique d'expectation et de retraite trouva sa culmination dans l'incapacité de la France de maintenir dans son orbite la petite Belgique, son allié dans la première guerre mondiale, et de préparer avec elle un système commun de défense.

Après la défaite, le monde connut les luttes intestines au sein du gouvernement français, en particulier entre Daladier et Reynaud, — clair symptôme du déclin de la démocratie, impuissante même à produire un nouveau Clemenceau et paralysée par des querelles byzantines.

L'attitude de la bourgeoisie française et de son Etat-major après que les Allemands eurent percé le front à Sedan confirme entièrement notre analyse, quand nous déclarions dans notre Manifeste de mai dernier: „La bourgeoisie ne défend jamais la patrie pour la patrie. Elle défend la propriété, les privilèges, les profits. Quand ces valeurs sacrées courent un danger, la bourgeoisie entre immédiatement dans la voie du défaitisme... Pour sauver ses capitaux, la bourgeoisie espagnole s'adressa à Mussolini et à Hitler afin d'obtenir d'eux une aide militaire contre son propre peuple. La bourgeoisie norvégienne aida Hitler à envahir la Norvège. Il en fut toujours ainsi et il en sera toujours ainsi.“

Après la percée allemande au nord, la situation militaire n'était nullement désespérée, si la bourgeoisie française et son Etat-major avaient été prêts à mobiliser toutes les ressources du pays. Mais la bourgeoisie et ses généraux sentirent, comme Weygand le dit clairement, que pouvait surgir ce qu'il était advenu en Russie en 1917. „Cela ne sera pas“, dit Weygand. Plutôt que de laisser ouverte au prolétariat la possibilité d'arriver au pouvoir, la classe dirigeante française préféra capituler devant Hitler.

La trajectoire de l'impérialisme français a été constamment descendante depuis la „victoire“ de 1918. La situation en Europe et dans le monde que lui avait créée le traité de Versailles était extrêmement disproportionnée à sa force économique réelle. La France pouvait apporter à ses vassaux politiques en Europe (Petite Entente, pays balkaniques) une aide financière, mais se trouvait incapable d'en faire les clients de son industrie, qui ne pouvait rivaliser avec succès avec l'Allemagne, l'Angleterre ou les Etats-Unis.

L'immense empire colonial français était aussi au-dessus des forces de l'appareil industriel de la métropole. La bourgeoisie française soumit les colonies à une exploitation féroce, mais relativement peu productive, car extrêmement arriérée par ses méthodes économiques.

Avant la guerre de 1914-1918 le développement du capitalisme français était déjà notablement en arrière de celui de l'Allemagne et de l'Angleterre, sans parler des Etats-Unis. La victoire militaire de 1918 fut incapable d'infuser une vie nouvelle à cette économie relativement arriérée, mais, au contraire, engendra bien des illusions et donna l'impression de force là où il n'y avait que stagnation et déclin.

LES RESPONSABLES DE L'AVANCE FASCISTE

Les combats de rues et les manifestations de février 1934 marquèrent l'approche d'une crise révolutionnaire, la polarisation du pays en deux camps opposés, fasciste et révolutionnaire. La décomposition de la démocratie bourgeoise n'était que le produit du déclin général de l'Empire français, accéléré par la grande crise économique. Cette décadence de la démocratie bourgeoise trouva son expression dans la désagrégation de son parti traditionnel, le parti radical-socialiste. En juin 1936 le prolétariat français occupa les usines, plaçant ainsi le pays au seuil d'une situation révolutionnaire. La révolution socialiste était alors la seule voie à travers laquelle le pays eut pu sortir de la stagnation. Mais le mouvement des ouvriers français fut étranglé par l'appareil de ses propres organisations. Les chefs traîtres (Jouhaux, Blum, Thorez) firent tout ce qu'ils purent pour maintenir les ouvriers enchaînés au char de la démocratie parlementaire pourrissante, au nom de la défense de la „patrie“ et de la „démocratie“.

La révolution prolétarienne en France aurait ouvert un nouvel avenir au pays. Une France soviétique aurait immédiatement ébranlé les régimes fascistes et changé la face de l'Europe. La défense de la „patrie“ par les chefs des partis ouvriers paralysa les travailleurs dans la lutte pour leur émancipation, mais ne put empêcher le triomphe de Hitler. La défense de la „démocratie“ bourgeoise empêcha la création de la démocratie soviétique prolétarienne, mais ne put arrêter l'arrivée de la dictature bonapartiste de Pétain. L'„antifascisme“ creux du Front populaire étranger ainsi la révolution prolétarienne et mena au triomphe du fascisme dans toute l'Europe.

Si les peuples de l'Europe ont dû entrer dans un nouveau massacre, si le fascisme avance à travers tout un continent, la responsabilité directe retombe sur la direction des organisations officielles du prolétariat : le parti socialiste, le parti communiste, la C. G. T. La Quatrième Internationale doit expliquer patiemment aux ouvriers les leçons des dernières années à la lumière des récents événements, démasquer le rôle traître des chefs socialistes et staliniens et gagner le prolétariat au bolchévisme.

LE GOUVERNEMENT PETAIN

Au moment de l'insurrection fasciste du 6 février 1934, les champions de la démocratie, Daladier et ses amis, ne trouveront rien d'autre dans leur arsenal que la fuite. A leur place surgit le gouvernement du sénile Doumergue, prêt à remplacer le mécanisme parlementaire par la police et l'armée.

Après l'effondrement militaire de mai dernier les vaillants défenseurs de la démocratie, y compris le même Daladier, s'enfuyaient comme des rats en Espagne ou au Maroc, sans idées, sans perspectives, sans programme. L'avance rapide des trou-

JE SUIS SUR DE LA VICTOIRE DE
LA QUATRIEME INTERNATIONALE
EN AVANT !

(Dernières paroles de Léon
Trotzky, frappé par un mer-
cennaire de Staline, le 20 août
1940.)

No. 1

Ce premier numéro de La Vérité paraît alors que la bataille fait rage dans les Balkans. Le retour du printemps marque maintenant pour l'humanité de nouveaux massacres. La guerre se prolonge et s'étend. Les nouvelles offensives du printemps révoient chaque jour davantage la prépondérance militaire de l'Allemagne. Avec les succès des troupes allemandes dans les Balkans et en Afrique la pression ne peut manquer de s'accroître sur tous les pays soumis et les derniers neutres de l'Europe. La France n'y échappera pas. Hitler victorieux renoue ses exigences là où il s'était arrêté en décembre dernier. Le paternalisme naïf de Pétain révélera chaque jour davantage son néant.

Quelles que soient les péripéties militaires, c'est une chimère de croire à la possibilité d'un „ordre nouveau“ stable en Europe qui ne soit le socialisme. Tout „ordre nouveau“ de Hitler ou de Churchill ressemblera fort à quelque chose que nous connaissons bien et qui n'a rien de nouveau, la stagnation capitaliste avec ses crises, ses explosions nationales et sociales. Le seul ordre nouveau qui puisse assurer la paix et la prospérité, c'est le socialisme, c'est l'ordre des travailleurs. Même vainqueur sur les champs de batailles, Hitler ne peut sortir de la guerre sans traverser de grandes secousses, à commencer par l'Allemagne elle-même. C'est une utopie de vouloir „reconstruire“ l'Europe en oubliant l'action corrosive de la lutte des classes. Le seul réalisme, c'est de compter sur la révolution, sur une série de révolutions, et de s'y préparer.

Les crises révolutionnaires ne manqueront pas, pas plus qu'elles n'ont manqué entre les deux guerres. Ce qui a fait défaut au prolétariat, c'est une direction capable de rompre résolument avec l'ordre bourgeois et de le mener à la victoire. C'est là la grande leçon des vingt dernières années. C'est la leçon de la dernière des luttes révolutionnaires, celle d'Espagne. C'est cette leçon que les trotskistes français doivent expliquer patiemment et inlassablement aux ouvriers.

Le seul pays où les ouvriers se soient emparés du pouvoir, la Russie de 1917, est aussi le seul où s'était bâti un parti révolutionnaire intransigeant, le parti bolchévique de Lénine et Trotzky. C'est précisément d'un tel parti que nous avons besoin maintenant. Le réformisme et le staliniisme ont accumulé ruines et défaites. Par dessus leurs cadavres, il faut bâtir le parti de la révolution. La tâche que se pose La Vérité, c'est d'aider, avec toutes nos forces, les ouvriers français à forger l'arme de leur libération, un parti intrépide riche de l'expérience des luttes passées.

Les allemands ont ébranlé tout le système administratif. Le seul groupe qui représentait une certaine stabilité relative, c'était les sommets de l'armée. Autour d'eux se rallièrent des politiciens anglophobes. La combinaison fut couronnée de l'octogénaire Pétain. Les nouveaux Bonapartes n'eurent même pas à employer le canon contre le parlement, qui décida de lui-même de disparaître.

L'armée allemande occupa toute la partie de la France qui avait quelque importance militaire ou économique. Hitler espérait alors en finir rapidement avec l'Angleterre. Il laissa Pétain prendre soin des millions de réfugiés. Un gouvernement national français, pourvu qu'il fut docile, pouvait diminuer les problèmes de l'invasion. Enfin, son existence pouvait empêcher le passage immédiat de la flotte et des colonies dans le camp anglais. L'équipe Pétain-Laval se prêta docilement à la manœuvre.

Les buts de guerre de la France avaient été la libération de la Tchécoslovaquie, la défense de la Pologne, la destruction du nazisme et le rétablissement d'une Europe „libre“. C'est au nom de cette entreprise démocratique et humanitaire que la bourgeoisie (aidée par ses agents dans le camp ouvrier) poussa les ouvriers et les paysans français sur les champs de batailles. Après la défaite, la bourgeoisie découvre soudain

que ce n'est pas la peine de lutter pour la démocratie, car celle-ci se mourit dans le monde entier. Laval souhaitait un accord avec Hitler pour participer à la "reconstruction" de l'Europe, et, comme Hitler ne repousse pas ceux qui rampent à pas-ventre devant lui, un porte-parole de la bourgeoisie française parle de son "incontestable grandeur". Hier, la bourgeoisie française voulait libérer la Tchécoslovaquie, aujourd'hui elle ne veut plus se libérer elle-même. Elle passe dans le camp de l'ennemi héréditaire et traque ceux qui veulent aider son allié d'hier. Du jour au lendemain le "national" devient l'"anti-national" et vice-versa.

C'est là une grande leçon pour les travailleurs de France et du monde entier. La bourgeoisie (et ses agents dans le camp ouvrier) arrête toujours et partout, au nom de l'intérêt "national", la lutte du prolétariat pour son émancipation. Elle persécute les révolutionnaires pour leur dévouement et les dénonce comme des agents de l'ennemi. L'expérience de la France montre une fois de plus que les considérations "nationales" servent seulement à masquer les intérêts de la bourgeoisie, qui est toujours prête à changer de camp quand il s'agit de sauvegarder ses privilèges. Puisse les ouvriers retenir la leçon que la bourgeoisie leur a donnée une fois de plus!

LA "PAIX" HITLERIENNE

Hitler n'a pas encore réussi à envahir l'Angleterre. L'aviation ne peut rien décider sans une avance territoriale des armées. Mais ce n'est pas si simple. La guerre continue et peut se prolonger. Comme une spirale, elle s'étend de continent en continent et demain elle aura envahi tout le globe. L'armistice de Reichensberg ne protégera pas la France des vicissitudes militaires de la guerre qui continue.

Laval espère que l'Angleterre sera bientôt écrasée et il voit déjà la bourgeoisie française collaborant avec Hitler à la "reconstruction" de l'Europe. Même au cas d'une victoire allemande, il est cependant douteux que Hitler puisse "reconstruire" beaucoup en Europe et il est encore plus douteux que la France prenne une grande part à cette tâche. Goebbels déclara récemment aux membres de la jeunesse hitlérienne qu'après la victoire ils se souviendraient de la guerre comme d'un "âge d'or". On peut le croire. Avant la guerre, l'économie européenne avait perdu, depuis la grande crise de 1929, tout équilibre et n'avait pu trouver un certain soulagement à ses maux que dans une formidable production d'armements. Après la guerre, toutes les disproportions d'une économie malade se révéleront au grand jour, sans parler des luttes nationales et sociales. Voilà ce que l'"organisation de l'Europe" par Hitler, en collaboration avec Laval, nous réserve : des temps pires que la guerre!

La lutte pour la démocratie sous le drapeau de l'Angleterre (et des Etats-Unis) se conduirait pas à une situation sensiblement différente. Le général De Gaulle lutte contre la "servitude" à la tête de gouverneurs coloniaux, c'est-à-dire de maîtres esclavagistes. Dans ses appels, ce "chef" emploie, tout comme Pétain, le "nous" royal. La défense de la démocratie est en de bonnes mains! Si l'Angleterre pouvait installer demain De Gaulle en France, son régime ne se distinguerait en rien du gouvernement bonapartiste de Pétain.

Churchill refusa récemment de discuter le régime de l'Europe après une victoire britannique. Il n'a, en effet, rien à proposer. La solution impérialiste imposée en 1919 a conduit à une nouvelle catastrophe vingt ans plus tard. Ni Hitler ni Churchill ne peuvent régénérer le capitalisme. C'est tout le système qui est dans une impasse.

LA LUTTE DES CLASSES CONTINUE

Hitler a réduit l'Europe à un vaste camp de concentration de nations. A la lutte pour l'unité des Allemands a succédé celle pour l'unité des non-Allemands sous la botte nazie. Mais l'histoire est la sûre garantie qu'il n'y a jamais eu d'oppression nationale sans luttes nationales.

La grande bourgeoisie française a déjà réussi à s'entendre avec Hitler. La résistance nationale se concentre dans les couches les plus pauvres de la population, la petite-bourgeoisie des villes, les paysans, les ouvriers. Mais ce sont ces derniers qui donneront à la lutte son caractère le plus résolu et sauront la lier à la lutte contre le capitalisme français et le gouvernement Pétain.

Les ouvriers abordent leurs tâches présentes sans grand danger d'un fascisme français. Le gouvernement Pétain, loin d'être le régime fasciste que les démocrates

épouvantés dénoncent, n'a sous lui aucun support de masse, fasciste ou autre. Les organisations fascistes n'ont actuellement aucune perspective sérieuse de progrès. Aux yeux des masses, y compris la petite bourgeoisie, les fascistes français ne peuvent apparaître que comme des agents ou des amis de l'ennemi victorieux. Ni Hitler ni Pétain ne peuvent trouver une ferme base de masse dans la société française. On peut noter le même fait en Norvège, Hollande, Belgique, etc. Une atmosphère d'hostilité générale pèse sur le vainqueur nazi et ses collaborateurs, les démocrates et les isolés.

Avec l'hiver, le blocus et la guerre dans la Méditerranée les vivres deviennent et deviendront de plus en plus rares. Le fardeau pèse plus lourdement sur les villes que sur les campagnes, plus lourdement sur le pauvre que sur le riche : c'est-à-dire qu'en fin de compte ce sont les ouvriers industriels et les couches les plus pauvres de la petite bourgeoisie des villes qui souffrent le plus. Le gouvernement n'a pas d'autre solution qu'un contrôle bureaucratique de la répartition des vivres. Mais le riche trouve toujours moyen d'échapper au contrôle administratif. A la surveillance gouvernementale il faut substituer le contrôle par le peuple lui-même. Chaque ville, chaque quartier doit avoir son comité de contrôle des vivres qui réglementera les prix et surveillera la répartition. Les fonctionnaires d'un gouvernement bourgeois sont toujours impuissants dans la lutte contre les profiteurs et les spéculateurs et, en fait, sont souvent leurs complices. Seul le contrôle par le peuple peut arrêter ceux qui sont prêts à affamer le peuple pour maintenir leurs profits.

Pour les ouvriers, spécialement dans la zone non-occupée, la désorganisation économique se traduit par le chômage. Il scinde les rangs des ouvriers et rompt leur solidarité de classe. Contre ce fléau les trotskistes proposent l'échelle mobile des heures de travail. Le travail disponible est divisé entre tous les ouvriers, avec un salaire minimum.

La vie devient de plus en plus chère. Demain l'inflation peut survenir. Ici aussi ce sont les ouvriers qui seront le plus lourdement frappés. Leur lutte pour les salaires sera vaine, s'ils ne savent lier leurs revendications à la montée du coût de la vie.

En face des difficultés économiques et la menace de la famine, la réglementation et le contrôle sont nécessaires. Les mesures bureaucratiques prises par le gouvernement sont stériles ou sont faites au profit d'une poignée de capitalistes et au détriment des larges couches de la population travailleuse. Pétain est prêt à régler la production des différentes branches de l'industrie à l'aide de "dictateurs" économiques à la tête de chacune d'elle. A ce contrôle étatique les trotskistes opposent le contrôle ouvrier par les travailleurs eux-mêmes. Nul ne connaît mieux qu'eux les sources de gaspils et d'anarchie dans la production.

Aux mesures des fonctionnaires bonapartistes imposant partout le contrôle bureaucratique bourgeois par en-haut, les ouvriers opposeront leur contrôle par en-bas, exercé par les larges couches de travailleurs en tant que producteurs et consommateurs.

Après avoir "réglementé" les syndicats avec l'aide servile des chefs syndicaux, le gouvernement Pétain décréta la dissolution pure et simple de la C. G. T. C'est le devoir élémentaire des trotskistes de lutter coude à coude avec tous les travailleurs contre les attaques gouvernementales des syndicats.

En même temps il est nécessaire d'expliquer aux ouvriers que les syndicats réformistes tels qu'ils ont existé jusqu'à maintenant sont le produit d'une autre époque, celle de la démocratie bourgeoise dans son déclin. Les syndicats que les ouvriers français rétabliront seront des organes de la lutte de classes révolutionnaire ou ne seront pas. Dans les luttes qui viennent contre les généraux allemands ou le ministre bonapartiste, la forme que l'organisation des ouvriers prendra sans doute, ce sera le comité d'usine élu directement par les ouvriers.

LES ETATS-UNIS SOVIETIQUES D'EUROPE

La situation actuelle ne sera pas de longue durée. Jusqu'à maintenant les succès de Hitler sont dus avant tout à la faiblesse et au déclin des démocraties. La véritable éprouve du système nazi ne fait que commencer.

A la "reconstruction" fasciste de l'Europe, c'est-à-dire à la misère et à la ruine perpétuelle, nous opposons les Etats-Unis soviétiques d'Europe, une libre fédération des peuples avec une économie socialisée où le système du profit sera remplacé par la coopération des travailleurs.

En face de l'oppression et de la dictature, les ouvriers n'abandonneront pas la lutte pour les libertés démocratiques (liberté de presse, de réunion, etc.), mais ils comprendront que cette lutte ne peut faire revivre la démocratie bourgeoise décadente qui a engendré l'oppression et la dictature. La seule démocratie maintenant possible en Europe, c'est la démocratie prolétarienne, le système des soviets, organes élus du peuple travailleur.

L'Etat français de Pétain a remplacé la Troisième République de Daladier. Celui-ci est entré dans le passé, et rien ne pourra la faire revivre. Pour sortir de la servitude, de l'oppression et de la misère, il n'y a qu'une voie, établir un gouvernement ouvrier et paysan.

LA QUATRIEME INTERNATIONALE

Dans une Europe en proie à l'oppression sociale et nationale, des révoltes sont inévitables. Mais la condition essentielle de leur succès, c'est l'existence d'une direction révolutionnaire. Les récents événements en France sont la condamnation directe de toute la politique des organisations ouvrières officielles (le parti socialiste, le parti communiste, la direction syndicale).

Après la défaite, les chefs socialistes, qui appellèrent les ouvriers à verser leur sang pour défendre la démocratie bourgeoise, se rallièrent en majorité au gouvernement Pétain, c'est-à-dire collaborèrent avec Hitler. Ils ont montré une fois de plus qu'ils ne sont que les agents dociles de la bourgeoisie.

Le passage de Staline d'un camp à l'autre à la veille de la guerre révéla quelle réalité se cachait derrière la propagande du parti communiste contre le fascisme et pour la défense de la démocratie : cette propagande avait pour seul but d'assurer à Staline l'aide des régiments français sans le moindre égard pour les intérêts révolutionnaires des ouvriers français. Depuis le changement de front diplomatique de Staline, le Comintern a remplacé la "lutte contre le fascisme" par des dénonciations des impérialismes, avant tout anglais. Mais la base de la politique du Comintern reste la même : la subordination de la lutte révolutionnaire aux intérêts de l'oligarchie stalinienne. En pratique, les partis stalinistes vivent maintenant au jour le jour de petites aventures. En Norvège, le journal staliniste réussit à se maintenir légalement pendant plusieurs mois sous l'occupation allemande en dénonçant l'impérialisme britannique à la manière de Goebbels. Aux Etats-Unis, par contre, le parti communiste réclame l'alliance de Moscou et de Washington, lequel est le partenaire de Londres. En France les stalinistes sont prêts à lancer demain les ouvriers dans telle ou telle aventure que Staline jugera utile à son jeu diplomatique.

N'oubliez jamais, travailleurs de France, que Blum aurait été impossible sans Thorez ! La responsabilité de l'étranglement des grèves de Juin 36 retombe aussi bien sur le parti communiste que sur les chefs traitres du parti socialiste et des syndicats. Aujourd'hui Jouhaux et Blum ne sont rien ; mais leur partenaire criminel de 1936-1938, la bureaucratie stalinienne, peut encore faire un terrible mal aux ouvriers français. Elle est maintenant le principal danger dans le mouvement ouvrier.

Une des tâches essentielles des trotskistes français est de se tourner vers les travailleurs communistes, de les aider à tirer les leçons des récents événements et à se libérer des agents de Staline.

La défaite militaire sans précédent et l'effondrement de la Troisième République ont introduit l'inquiétude et la fermentation dans toutes les anciennes organisations. Maintenant la torpeur provoquée par la soudaineté de la catastrophe commence à se dissiper. Les discussions ne vont pas manquer, la confusion non plus. Seule parmi toutes les organisations, grandes et petites, la Quatrième Internationale peut dire avec confiance que son programme a résisté à l'épreuve des faits. C'est pourquoi elle peut le présenter avec audace. Ce programme, c'est la révolution socialiste obtenue par les méthodes de la lutte de classes implacable.

Une époque entière est entrée dans le passé, celle de la démocratie bourgeoise décadente. Elle a emporté avec elle ses partis démocratiques bourgeois et leurs chefs, ainsi que les partis et les chefs ouvriers qui avaient lié leur sort à cette "démocratie". Nous sommes entrés dans une nouvelle époque, celle des luttes et des convulsions de l'agonie du capitalisme. Mais cette nouvelle époque, c'est aussi celle de la Quatrième Internationale et de son triomphe.

Le Comité Exécutif de la Quatrième Internationale, Novembre 1940.

AU SERVICE DE DE GAULLE-CHURCHILL

L'article ci-dessous a paru il y a quelques mois dans le mensuel Appel, organe du Parti socialiste ouvrier des États-Unis. Comme il montre ce que nous pensons de Pivert ainsi que de De Gaulle, il n'est pas trop tard pour le reproduire ici.

Le 25 juin 1940 Mareau Pivert écrit une lettre au général De Gaulle, représentant de la France " libre " à Londres. Après avoir entendu la voix du général à la radio, Pivert n'a pu résister à l'appel et s'est offert de prendre du service dans les troupes de De Gaulle, il spécifie seulement qu'il veut être affecté à une mission spéciale : celle de la propagande " révolutionnaire " à l'adresse du prolétariat allemand.

Pour justifier son engagement, Pivert cite le cas d'un monarchiste français qui offrit à Lénine ses connaissances techniques pour lutter contre les Allemands. Qu'un bourgeois oublie pour un instant les frontières des classes en vue de ce qu'il pense être son intérêt national, c'est là en effet une exception assez rare pour qu'il vaille la peine de la mentionner ! Et fort de cet exemple épisodique, exceptionnel, Pivert offre au général De Gaulle les parcelles de " dynamite révolutionnaire " qu'il croit détenir. Pour se faire convaincre, il déclare en présentant sa marchandise : " Elle ne vous laissera peut-être pas indifférent ". Pivert oublie seulement que la dynamite révolutionnaire, la vraie, et non sa contrefaçon centriste, ne se vend pas au détail, de porte en porte, hier à Léon Blum, aujourd'hui à De Gaulle.

Pivert nous apprend que son but est de tenter un effort d'ordre politique contre les puissances totalitaires. Et comme Churchill ni De Gaulle n'ont la moindre autorité pour prendre en charge cette propagande (1), il leur vient en aide, lui, Pivert, qui sait comment on fait ces choses-là et il leur apporte sa " dynamite révolutionnaire ". La voilà bien, la cynisme combiné des social-patriotes toujours prêts à considérer l'énergie révolutionnaire des ouvriers comme une force d'appoint qu'il faut enchaîner au char de l'un ou l'autre des brigands impérialistes.

Peut-être Pivert, avec son si " vif sens des réalités " espère-t-il utiliser De Gaulle comme un instrument momentané de la propagande révolutionnaire. On sait où a conduit la mode, si chère dans ces dernières années aux canailles stalinistes, d'utiliser telle ou telle planche pourrie de l'impérialisme. Pour ce qui est de De Gaulle, Pivert lui demande de répandre les appels de l'agence centriste, le Front Ouvrier (2) International (3), par tous les moyens dont le général dispose. Quels peuvent être ces moyens ? Des tracts lancés des avions de bombardement anglais, des appels en allemand à la radio britannique, voilà ce que l'on peut imaginer. Il est sûr d'avance que les ouvriers allemands resteront sourds à cette propagande. La dynamite révolutionnaire, c'est-à-dire la lutte révolutionnaire prolétarienne, est une matière explosive formidablement puissante, mais fragile. Il suffit qu'une goutte de poison chauviniste la mouille pour qu'elle perde immédiatement toute sa force explosive. On ne peut désagréger un nationalisme en lui opposant un internationalisme frelaté qui porte l'estampille d'un autre nationalisme. Si Pivert obtenait de De Gaulle quelques possibilités pratiques, il n'apporterait aux ouvriers allemands qu'un ersatz d'internationalisme, c'est-à-dire la forme la plus pernicieuse de poison chauviniste. Les appels de Pivert, répandus avec l'aide de De Gaulle-Churchill, seraient une excellente arme entre les mains de Hitler pour dénoncer la collusion des forces révolutionnaires avec l'impérialisme étranger. Pivert mettrait le plus grand obstacle dans la voie de la véritable propagande révolutionnaire allemande.

Enfin, Pivert explique patiemment à De Gaulle, probablement pour que celui-ci le répète à son ami Churchill, quelle devrait être la véritable politique de l'impérialisme britannique pour gagner la guerre. Ce serait d'accorder quelques réformes démocratiques à ses esclaves coloniaux, et ceux-ci le soutiendraient de grand cœur dans sa lutte contre Hitler et Mussolini. Et celui qui prêche de pareilles balivernes se qualifie de " militant révolutionnaire " ! Il devrait plutôt prendre le titre de conseiller en matières coloniales auprès de Sa Majesté le Roi d'Angleterre. Il se sent d'ailleurs lui-même si gêné dans son rôle qu'il déclare que sa communication " court le risque d'être incomprise ". C'est réellement bien dommage que Churchill ne puisse pas s'élever jusqu'à la " compréhension " des vues de Pivert !

Le caractère de l'organisation du général De Gaulle apparaît de la manière la plus

A L'AIDE !

Ce premier numéro de La Vérité voit le jour grâce au mouvement et à la générosité de nos compatriotes d'idées et amis aux États-Unis. Mais il faut rouler au prochain numéro, et aux numéros suivants. Car La Vérité doit paraître régulièrement, — chaque mois. Cela dépend de vous, amis, et particulièrement de ceux que la guerre épargne encore, aux États-Unis et en Amérique latine. A tous nous lançons un appel de solidarité : A l'aide !

Il ne suffit pas d'imprimer La Vérité. Le journal est écrit pour être lu en France et en Europe. Il doit traverser les frontières, pénétrer en France, dans les deux zones, en Suisse, en Belgique, dans les colonies. C'est une tâche qui réclame de grands efforts et aussi beaucoup d'argent. A tous nos amis de nous aider. Comment ? En recueillant des souscriptions pour le journal, en utilisant tous les canaux possibles pour l'envoyer et le faire circuler, enfin en nous communiquant toutes les informations qu'ils peuvent avoir de France et d'Europe.

La Vérité, c'est la voix de la révolution socialiste. Pour qu'elle se fasse entendre, à l'aide !

claire dans la question des colonies. Avant la défaite, la France avait un empire colonial de soixante millions d'hommes, c'est-à-dire que pour deux Français il y avait trois esclaves coloniaux soumis à l'exploitation économique la plus rapace et à l'oppression politique la plus brutale. C'était là la base de la " démocratie " impérialiste.

Depuis l'effondrement militaire un certain nombre de colonies se sont ralliées à De Gaulle, chef de la France " libre ". Qu'est-ce que c'est au juste que cette " rébellion " ? S'agirait-il de l'émancipation des indigènes ? Les dépêches de la presse bourgeoise nous donnent bientôt la clé du mystère. La flotte anglaise bloque les côtes des colonies, les relations commerciales avec la métropole deviennent impossibles, aussi la casque impérialiste de chaque colonie se voit contraint de chercher une autre " mère-patrie " et tourne ses yeux vers Londres, demain vers New York. Cette émancipation n'est qu'un changement d'adresse dans le courrier des esclavagistes blancs. Le général De Gaulle est le drapeau planté sur cette opération.

Un astre encore lumineux attire dans son orbite des fragments d'astres éteints. Ainsi, l'organisation de De Gaulle, débris de l'impérialisme français, est venu graviter autour de Londres et gravitera peut-être demain autour de Washington. C'est là un phénomène bien clair de la mécanique de l'impérialisme. Mais que penser du " militant révolutionnaire ", désireux de faire " ce qu'a fait Lénine en 1917 ", partisan de la " fraternisation révolutionnaire ", etc., etc., qui vient indiquer à ce débris de l'impérialisme français comment il peut puiser dans les colonies " ses véritables réserves de projectiles politiques " ? Quel misérable rôle !

Le centriste est toujours prêt à se griser de phrases radicales : révolution prolétarienne, défaitisme révolutionnaire, fraternisation, etc. Cela ne coûte pas cher. Mais à la première occasion, il s'enfonce jusqu'aux genoux dans le marais du social-patriotisme. Pendant des années Pivert a essayé d'enseigner à Léon Blum comment il fallait faire la révolution prolétarienne, jusqu'au moment où celui-ci, excédé de ce bavardage, l'aît mis à la porte. Aujourd'hui Pivert, en quête d'un autre élève, rencontre De Gaulle et s'apprête à lui donner quelques leçons sur la manière de libérer les colonies et de réussir ainsi à battre Hitler.

Celui qui se raccroche à un impérialisme, fût-il moribond, ne peut conduire les ouvriers dans leur lutte pour leur émancipation. Le devoir des trotskistes est d'expliquer patiemment ce qu'est le centriste : sous de pompeuses phrases " révolutionnaires " se cache la fange du social-patriotisme.

Every week

THE MILITANT

Official weekly organ
of the Socialist Workers Party
116 University Place, New York.

Every month

THE FOURTH INTERNATIONAL

116 University Place, New York.

Jeden Monat

UNSER WORT

Dale Edwards, Box 173, Sta. D, New York.

En russe

BULLETIN DE L'OPPOSITION

(bolchéviks-léonistes)

116 University Place, New York.

DE PARTOUT...

SYRIE

Le sang coule en Syrie. Des dizaines de morts, des centaines de blessés, des arrestations sans nombre. Berlin et la presse mercenaire de Paris dénoncent l'activité d'agents britanniques. Londres révèle les machinations d'agents allemands. Que les divers impérialismes intriguent autour d'une position stratégique aussi importante que la Syrie, ce n'est pas douteux. Mais c'est là un facteur de troisième ordre. Le fait fondamental, c'est l'oppression brutale d'une nation par l'impérialisme français. Tout un peuple lutte pour son émancipation.

Les agences télégraphiques américaines annoncent que durant les combats de rues les partisans du général De Gaulle collaborèrent avec les représentants de Vichy pour réprimer la révolte. Si le fait est exact, il montre deux choses : d'abord, le caractère foncièrement impérialiste et esclavagiste du mouvement de De Gaulle, ensuite, la profondeur de la révolte des opprimés, qui a forcé les oppresseurs à oublier leur division en face de l'ennemi commun, les masses opprimées.

DANEMARK

Le Danemark a gardé, en dépit de l'occupation nazie, son gouvernement " socialiste " et le président du conseil, le social-démocrate Stauning, fait tout ce qu'il peut pour assurer la meilleure collaboration possible entre la bourgeoisie danoise et l'impérialisme allemand.

Les communistes danois " collaboreront " aussi, mais avec des méthodes différentes. Le 25 janvier dernier, le parti communiste danois tint, avec la permission des autorités nazies, un meeting dans la plus grande salle de Copenhague. Le principal thème des orateurs fut que les communistes danois ne désiraient aucune " libération " par l'Angleterre, qu'il fallait éviter toute provocation et ils furent complètement muets sur ce qui touche directement la vie quotidienne du peuple, l'occupation nazie. Naturellement, nous non plus, nous n'espérons guère une " libération " de l'Europe par l'Angleterre. Nous avons nos armes à nous. Mais que penser de gens qui dénoncent " l'impérialisme britannique " du haut d'une tribune publique, avec la permission des autorités allemandes et se souillent moi sur les rapines et les violences de celles-ci ? On ne peut manquer de conclure : les stalinistes danois agissent comme des agents directs de l'Etat-major allemand.

Toutes nos informations coïncident pour indiquer que les autorités allemandes, dans leurs exercices de manèges de l'opinion publique, ont cherché à utiliser les stalinistes de divers pays. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ces derniers se sont docilement prêtés à ce jeu.

Cette période semble prendre fin maintenant. L'avance allemande dans les Balkans, l'extension du nazisme sur toute l'Europe étonnent les bureaucrates du Kremlin. Effrayé devant les résultats de sa politique, Staline a donné quelques timides avertissements diplomatiques, dont le plus clair fut le pacte avec la Yougoslavie à la veille de son écrasement. L'Internationale communiste, qui n'est plus qu'un appendice de la diplomatie du Kremlin, suit la nouvelle orientation. Aux États-Unis les stalinistes se sont brusquement souvenus de Thaelmann, oublié depuis longtemps. Le 16 avril, le parti communiste américain organisa des manifestations devant le consulat allemand dans plusieurs grandes villes des États-Unis, réclamant la libération de l'ancien chef staliniste allemand et dénonçant le barbarisme hitlérien.

Quelle use de phrases " révolutionnaires " ou quelle pratique la collaboration. L'Internationale communiste n'a qu'une fin : sauvegarder à tout prix les privilèges de l'oligarchie bureaucratique du Kremlin, en foulant aux pieds les intérêts révolutionnaires des ouvriers du monde entier et des masses soviétiques.

U.R.S.S.

En février s'est tenue la dix-huitième Conférence du parti, consacrée avant tout aux problèmes économiques. Pour la première fois depuis deux ans des chiffres officiels de production furent indiqués. Ils ne laissent aucun doute sur la réalité actuelle : l'économie soviétique traverse une crise profonde. Dans toutes les branches fondamentales de l'économie : acier, fonte, charbon, pétrole, même sur la base des rapports officiels, la réalité n'a plus aucun rapport avec les chiffres du plan adopté en 1938.

La bureaucratie a conduit le pays dans une impasse. Pour sauver l'U.R.S.S. économiquement, d'abord militairement, les masses soviétiques n'ont qu'une voie : arracher le pouvoir à la bureaucratie, restaurer la démocratie des soviets.

L'U.R.S.S. ET NOUS

Les lignes qui suivent sont une section du Manifeste, „La Guerre Impérialiste et la Révolution Mondiale”, adopté par la Conférence internationale de la Quatrième Internationale en mai 1940.

LA DÉFENSE DE L'U.R.S.S.

L'alliance de Staline avec Hitler, qui inaugura la guerre mondiale et conduisit directement à l'asservissement du peuple polonais, fut le résultat de la faiblesse de l'U.R.S.S. et de la panique du Kremlin devant l'Allemagne. La responsabilité de cette faiblesse retombe sur ce même Kremlin : sur sa politique intérieure qui a créé un abîme entre la caste dirigeante et le peuple, sur sa politique extérieure qui a sacrifié les intérêts de la révolution internationale aux intérêts de la clique staliniste.

A la fois gage de l'alliance avec Hitler et garantie contre ce même Hitler, l'annexion de la Pologne orientale s'accompagna de la nationalisation de la propriété semi-féodale et capitaliste en Ukraine et en Blanche-Russie occidentales : sans cela le Kremlin n'aurait pas pu incorporer à l'U.R.S.S. les territoires occupés. Etranglée et profanée, la révolution d'Octobre rappela qu'elle était encore vivante.

En Finlande le Kremlin ne réussit pas à accomplir de pareille révolution sociale. La mobilisation impérialiste de l'opinion publique mondiale „pour la défense de la Finlande”, la menace d'une intervention directe de l'Angleterre et de la France, l'impudence de Hitler qui devait réaliser l'annexion du Danemark et de la Norvège avant que les troupes franco-britanniques missent le pied sur le sol scandinave, — tout cela força le Kremlin à renoncer à la soviétisation de la Finlande et à se borner à l'occupation des positions stratégiques indispensables.

L'invasion de la Finlande provoqua, sans aucun doute, une profonde indignation parmi les masses populaires soviétiques. Cependant, les ouvriers avancés comprirent que les crimes de l'oligarchie du Kremlin n'étaient pas de l'ordre du jour la question de l'existence de l'U.R.S.S. Sa défaite dans une guerre mondiale ne signifierait pas le simple renversement de la bureaucratie totalitaire, mais la liquidation des nouvelles formes de propriété, l'effondrement de la première expérience d'économie planifiée et la transformation de tout le pays en colonie, c'est-à-dire la transmission à l'impérialisme d'immenses ressources naturelles, ce qui lui permettrait de respirer jusqu'à la troisième guerre mondiale. Cela, ni les peuples de l'U.R.S.S., ni la classe ouvrière mondiale ne le veulent.

La résistance de la Finlande à l'U.R.S.S., avec tout son héroïsme, fut aussi peu un acte de défense nationale indépendante que la résistance ultérieure de la Norvège à l'Allemagne. Le gouvernement de Helsinki lui-même le comprit clairement, quand il préféra capituler devant l'U.R.S.S. que de faire de la Finlande une base militaire de l'Angleterre et de la France. La pleine reconnaissance de notre part du droit de chaque nation à l'indépendance ne change pas le fait que dans la présente guerre ce droit ne pèse guère plus qu'une plume. Nous devons déterminer la ligne fondamentale de notre politique sur les facteurs fondamentaux et non sur ceux de dixième ordre.

L'idée de la défense nationale, — disent les thèses de la Quatrième Internationale sur la guerre (1934), — surtout si elle coïncide avec celle de la défense de la démocratie, peut très facilement tromper les ouvriers des petits pays neutres (Suisse, dans une certaine mesure Belgique, pays scandinaves, etc.). Seul un petit bourgeois tout à fait borné d'un coin perdu de la Suisse (dans le genre de Robert Grimm) peut s'imaginer sérieusement que la guerre mondiale dans laquelle il est entraîné sert à défendre l'indépendance de la Suisse. Ces mots prennent aujourd'hui une importance toute particulière. Les petits-bourgeois pseudo-révolutionnaires qui s'imaginent que l'on peut déterminer la stratégie prolétarienne dans la question de la défense de l'U.R.S.S. selon tel épisode tactique, comme l'invasion de la Finlande par l'Armée rouge, ne sont en rien supérieurs au social-patriote suisse Robert Grimm.

Extrêmement éloquent par son unité et par sa rage est la campagne que la presse bourgeoise du monde entier déclencha à propos de la guerre soviéto-finlandaise. Ce ne sont ni la perfidie ni la brutalité du Kremlin qui provoquèrent l'indignation de la bourgeoisie, car toute l'histoire de la politique mondiale est écrite en lettres de perfidie et de brutalité. L'effroi et l'indignation furent provoqués par

la perspective d'une révolution sociale en Finlande, à l'exemple de celle que l'Armée rouge avait engendrée en Pologne orientale. C'était là une nouvelle menace à la propriété capitaliste. La campagne anti-soviétique, qui eut foncièrement un caractère de classe, montra une fois de plus que l'U.R.S.S., en vertu des bases sociales posées par la révolution d'Octobre et desquelles dépend en fin de compte l'existence de la bureaucratie elle-même, restait malgré tout un état ouvrier et effrayait la bourgeoisie du monde entier. Les accords éphémères de celle-ci avec l'U.R.S.S. ne changent rien au fait que „prise à l'échelle historique, la contradiction entre l'impérialisme mondial et l'Union soviétique est infiniment plus profonde que les antagonismes qui opposent l'un à l'autre les divers pays capitalistes.” („La Quatrième Internationale et la guerre”).

De nombreux petits bourgeois de gauche qui hier encore étaient prêts à considérer l'Union soviétique comme l'axe du regroupement des forces „démocratiques” contre le fascisme, aujourd'hui, alors que leurs patries sont menacées par Hitler, découvrent tout à coup que la politique de Moscou, qui ne leur vient pas en aide, est une politique impérialiste et qu'il n'y a pas de différence entre l'U.R.S.S. et les pays fascistes.

C'est un mensonge ! répond l'ouvrier conscient, cette différence existe. La bourgeoisie apprécie cette différence sociale beaucoup mieux et bien plus profondément que les bavards de gauche. La nationalisation des moyens de production dans un pays isolé, en outre arriéré, n'assure pas encore, certes, l'édification du socialisme. Mais par contre, comme en témoignent l'expérience, elle est capable de faire apparaître la plus importante prémisses du socialisme, le développement planifié des forces de production. Tourner le dos aux moyens de production nationalisés parce qu'ils eux-mêmes ils n'apportent pas le bien-être aux masses populaires, c'est tout comme vouer à la destruction des fondations de granit parce que l'on ne peut vivre sans mur ni toit. L'ouvrier conscient sait que la victoire dans la lutte pour sa complète émancipation est inconcevable sans la défense des conquêtes antérieures, quelque modestes qu'elles soient. D'autant plus grande est l'obligation de préserver une conquête aussi formidable que l'économie planifiée contre le retour des rapports capitalistes. Qui ne sait maintenir les anciennes positions, ne saura jamais en conquérir de nouvelles.

La Quatrième Internationale ne peut défendre l'U.R.S.S. que par les méthodes de la lutte de classe révolutionnaire. Faire clairement comprendre aux ouvriers quel est le caractère de classe des différents états, — impérialiste, colonial, ouvrier, — et quelles relations ils ont entre eux, ainsi que les contradictions internes à l'intérieur de chacun d'eux, c'est donner aux ouvriers la possibilité de tirer des conclusions pratiques correctes dans chaque situation concrète. Tout en menant une lutte inlassable contre l'oligarchie de Moscou, la Quatrième Internationale rejette résolument une politique qui pourrait apporter une aide à l'impérialisme contre l'U.R.S.S.

C'est pour nous un principe que la défense de l'U.R.S.S. coïncide avec la préparation de la révolution prolétarienne internationale. Nous rejetons carrément la théorie du socialisme dans un seul pays, ce produit ignorant et réactionnaire du stalinisme. Seule la révolution internationale peut sauver l'U.R.S.S. pour le socialisme. Mais la révolution internationale porte en elle la mort inévitable de l'oligarchie du Kremlin.

POUR LE RENVERSEMENT REVOLUTIONNAIRE DE LA CLIQUE BONAPARTE DE STALINE !

Le cynique mépris du prolétariat international dont a fait preuve le Kremlin quand, après avoir rampé cinq ans devant les démocraties, il a conclu une alliance avec Hitler et l'a aidé à étrangler le peuple polonais ; une ignoble jactance chauviniste à la veille de l'invasion de la Finlande et une non moins ignoble incapacité militaire dans la lutte contre ce pays ; de bruyantes promesses de „libérer” le peuple finlandais des capitalistes et une capitulation poltronne devant Hitler, — tels ont été les traits du régime staliniste aux heures critiques de l'histoire.

Les procès de Moscou avaient déjà révélé que l'oligarchie totalitaire était devenue un obstacle absolu au développement du pays. Une population dont le niveau s'élève et des nécessités économiques toujours plus complexes ne peuvent plus souffrir l'effoufflement bureaucratique. La bande de parasites ne se dispose pourtant pas à faire de concessions. Dans la lutte pour le maintien de ses positions elle exterme

la fleur du pays. Il ne faut pas croire qu'un peuple qui a accompli en danger ses trois révolutions est soudainement devenu stupide. Il est fermé et désorienté, mais il observe et pense. Chaque jour la bureaucratie se rappelle à lui par son arbitraire, son oppression, ses expropriations et ses rapécailles sanglantes. Les ouvriers et les colchogniks à demi-affamés chuchotaient entre eux sur les caprices dépendants des maudits bureaucrates. Au soixantième anniversaire de Staline des ouvriers de l'Oural furent contraints de travailler un an et demi pour préparer en pierres précieuses un gigantesque portrait du „père des peuples” détesté, acte digne d'un Xerxès perse ou d'une Cléopâtre égyptienne. Un régime capable de tolérer de pareilles abominations ne peut manquer de provoquer le dégoût des masses.

La politique extérieure correspond à la politique intérieure. Si le gouvernement du Kremlin exprimait les véritables intérêts de l'état ouvrier et que le Comité central servit la cause de la révolution internationale, les masses populaires de la petite Finlande auraient été inévitablement attirées vers l'U.R.S.S. et l'intervention de l'Armée rouge aurait été complètement inutile ou immédiatement comprise du peuple finlandais comme un acte révolutionnaire d'émancipation. En fait, toute la politique antérieure du Kremlin avait repoussé les ouvriers et les paysans finlandais de l'U.R.S.S. Alors que Hitler, dans les pays neutres où il intervenait, trouvait l'aide de la „cinquième colonne”, Staline ne trouva aucun appui à l'intérieur de la Finlande, malgré la tradition de l'insurrection de 1918 et la longue existence d'un parti communiste finlandais. Dans ces conditions l'intervention de l'Armée rouge prit un caractère de violence militaire directe et patente. La responsabilité de cette violence retombe entièrement sur l'oligarchie du Kremlin.

La guerre est une épreuve infaillible pour un régime. A la suite de la première période de la guerre, la situation internationale de l'U.R.S.S., malgré des succès de façade, s'est déjà manifestement ébranlée. La politique extérieure du Kremlin a repoussé de l'U.R.S.S. de larges couches de la classe ouvrière mondiale et des peuples opprimés. Les points d'appui stratégiques conquis par Moscou représentent dans la lutte des forces mondiales une grandeur de troisième ordre. Cependant, l'Allemagne a regagné la partie la plus importante, la plus industrielle, de la Pologne et acquis une frontière commune avec l'U.R.S.S., c'est-à-dire une porte sur l'Est. A travers la Scandinavie l'Allemagne domine la Baltique, faisant du Golfe de Finlande une bouteille bouchée. Au lieu de faibles états neutres l'U.R.S.S. a maintenant du côté de la frontière de Leningrad la puissante Allemagne. La faiblesse de l'Armée rouge décapitée par Staline est apparue aux yeux de tous. Les tendances nationales centrifuges ont grandi à l'intérieur de l'U.R.S.S. Le prestige de la direction du Kremlin a décliné. L'Allemagne à l'Est, le Japon à l'Ouest se sentent maintenant incomparablement plus sûrs d'eux-mêmes qu'avant l'aventure finlandaise du Kremlin.

Dans son piètre arsenal Staline a trouvé une seule réponse à l'effacement menaçant des événements : il a remplacé Vorochilov par l'écureuil plus insignifiant Timochenko. L'objet de la manoeuvre, comme toujours en de pareils cas, est de détourner le mécontentement du peuple et de l'armée du principal coupable et de mettre à la tête de l'armée un homme aussi sûr qu'il est insignifiant. Cette fois-ci encore le Kremlin s'est révélé le principal foyer de défaitisme. Ce n'est qu'en détruisant ce foyer que l'on peut sauvegarder l'U.R.S.S.

La préparation du renversement révolutionnaire de la caste dirigeante de Moscou est l'une des principales tâches de la Quatrième Internationale. Cette tâche n'est ni simple ni facile. Elle demande de l'héroïsme et des sacrifices. Cependant, l'époque de grandes secousses dans laquelle est entrée l'humanité portera coup sur coup à l'oligarchie du Kremlin, ébranlera son appareil totalitaire, accroîtra la confiance des masses ouvrières en elles-mêmes et facilitera ainsi la formation d'une section soviétique de la Quatrième Internationale. Les événements travailleront pour nous si nous savons leur venir en aide !

QUAND TU AS LU CE JOURNAL, PASSE-LE A UN CAMARADE !

Vient de paraître en brochure

LA GUERRE IMPÉRIALISTE ET LA RÉVOLUTION PROLÉTAIRIENNE

Texte français du Manifeste de la Quatrième Internationale adopté en mai 1940. S'adresser à l'Administration de La Vérité.